

La progression électorale du FN et ses limites

Sylvain Crépon, Alexandre Dézé

▶ **To cite this version:**

Sylvain Crépon, Alexandre Dézé. La progression électorale du FN et ses limites. Hommes & libertés, 2016, 176, pp.2-4. hal-02531020

HAL Id: hal-02531020
https://hal.science/hal-02531020

Submitted on 20 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La progression électorale du

Aux élections régionales de décembre 2015, le Front national a atteint un nouveau palier, frôlant 28 % des suffrages exprimés au premier tour, et mobilisant huit cent mille électeurs supplémentaires au second, pour atteindre un niveau historique de 6,8 millions de voix. Pourtant, il n'a gagné aucune région. Comment expliquer ce paradoxe ?(1).

Sylvain CRÉPON, maître de conférences en science politique à l'université François-Rabelais de Tours, chercheur au Lerap*, Alexandre DÉZÉ, maître de conférences en science politique à l'université de Montpellier et chercheur au Cepel*, Nonna MAYER, directrice de recherche CNRS émérite au CEE*, Sciences Po

Depuis que Marine Le Pen en a pris les commandes en 2011, le redressement électoral du FN est spectaculaire. En 2007, il obtenait à peine plus de 10 % des suffrages exprimés au premier tour de l'élection présidentielle, et 6 % aux élections législatives suivantes (tableau p. 16). Son score remonte à 15 % aux élections cantonales de 2015, 18 % au premier tour de la présidentielle, 25 % aux européennes et aux départementales, et près de 28 % aux régionales. Depuis les élections européennes de 2014, à chaque scrutin, le FN dépasse en nombre de voix Les Républicains et le Parti socialiste. Et il progresse dans tous les milieux y compris les plus réticents, comme les catholiques pratiquants (25 % des votes au premier tour des régionales, une progression de 9 points par rapport au premier tour des départementales), les salariés proches d'un syndicat (33 % de votes FN à la CGT, 26 % à la CFDT et 34 % chez FO) ou les fonctionnaires(2).

Les obstacles sur la route du pouvoir

Malgré cette avancée électorale, le FN ne bénéficie ni de l'implantation, ni du réseau d'élus, ni du nombre de cadres suffisants pour prétendre à l'exercice du pouvoir. Marine Le Pen a entrepris de reconstruire un parti en ruines depuis la scission intervenue fin 1998, et les militants affluent. En juillet 2015, au moment du conflit judiciaire opposant Marine Le Pen à son père, le nombre d'adhérents à jour de leurs cotisations s'élevait à 51 551. C'est 10 000 adhérents de plus qu'en 1998, lors du départ des partisans de Bruno Mégret. Mais on est encore loin des effectifs du Parti socialiste (environ 170 000) et des Républicains (environ 200 000).

Le décalage est encore plus marqué en termes d'élus. La représentation du parti reste marginale à l'échelle municipale (11 municipalités sur plus de 36 000), départementale (62 conseillers sur 4 108, dans 14 départements sur 100), et surtout parlementaire (seulement 2 députés sur 577, dont un député Rassemblement Bleu Marine, 2 sénateurs sur 348). Et si la progression du FN aux dernières régionales lui a permis de multiplier par trois le nombre de ses conseillers régionaux, passés de 118 à 358, il ne gouverne aucune région.

En nombre de cadres, enfin, le déficit est patent. Au cours de ces derniers mois, l'organisation frontiste a multiplié les efforts pour recruter dans la fonction publique, à l'entreprise, à l'université, en créant des collectifs thématiques : Racine chez les enseignants, Marianne chez les étudiants, Audace pour les jeunes actifs, le Clic dans le secteur culturel, etc. Mais il est trop tôt pour juger de leur efficacité. Au sein même du FN, certains cadres redoutent la perspective d'accéder aux responsabilités nationales, estimant que Marine Le Pen, quoiqu'elle en dise, n'est pas prête à gouverner. « *Vous imaginez demain* "Marine" *à l'Elysée ? Il n'y a pas assez de ministres ! Qui est son directeur de cabinet ? Qui est ambassadeur à Washington ? S'il n'y a qu'une dissolution, et qu'on peut avoir 150 députés, on met qui ?* »(3)

Le FN, toujours isolé politiquement

De même, aux yeux de l'opinion, le Front national n'est pas perçu comme un parti capable de gouverner la France. Ainsi, dans le dernier baromètre annuel d'image du Front national (Sondage TNS-Sofres pour *Le Monde*, France Info et Canal +, février 2015), pour 54 % des personnes interrogées, « *C'est seulement un parti qui a vocation à rassembler les votes d'opposition* », contre 36 % y voyant « *un parti qui a la capacité de participer au gouvernement* ». Surtout, malgré la stratégie de dédiabolisation lancée par sa présidente, il continue à faire peur. Dans le même baro-

* Lerap : Laboratoire d'étude et de recherche sur l'action publique ; Cepel : Centre d'études politiques de l'Europe latine ; CEE : Centre d'études européennes.

(1) La démonstration s'appuie sur le livre que nous avons coordonné sur le FN : Alexandre Dézé, Sylvain Crépon, Nonna Mayer (dir.), *Les Faux Semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, Presses de Sciences Po, octobre 2015 [NDLR : voir la recension de cet ouvrage en page 61 de ce numéro].

(2) Sondage Ifop-Fiducial « Jour du vote », 6 décembre 2015, et sur les fonctionnaires voir Luc Rouban, « Les fonctionnaires et le Front national », L'Enquête électorale française : comprendre 2017, Note #3/vague 1, décembre 2015. Sur le site du Cevipof : www.enef.fr/les-notes/ (consulté le 26 décembre 2015).

(3) Cité dans « FN : des doutes sur la capacité à gouverner au sein même du parti », rtl.fr, 9 septembre 2014, In *Les Faux Semblants du Front national*, op.cit., p. 532.

FN et ses limites



© BLANDINE LE CAIN

Malgré son avancée électorale, le FN ne bénéficie ni de l'implantation, ni du réseau d'élus, ni du nombre de cadres suffisants pour prétendre à l'exercice du pouvoir.

mètre, 54 % des personnes interrogées considèrent le FN comme « *un danger pour la démocratie* ». Quant à sa présidente Marine Le Pen, pour 47 % des personnes interrogées, elle incarne « *une extrême droite nationaliste et xénophobe* » plutôt qu'une « *droite patriote attachée aux valeurs traditionnelles* » (41 %).

Cette image reflète l'isolement politique du FN, rédhibitoire dans un pays où prévaut le scrutin majoritaire à deux tours. S'il fait de plus en plus de voix dans les premiers tours d'élection, au second, il fait la majorité contre lui. Ce fut le cas aux départementales de 2015. Ce fut de nouveau le cas aux dernières régionales, malgré un mode de scrutin mixte, où la stratégie du Front républicain a empêché le FN de gagner les régions Nord-Pas-de-Calais-Picardie et Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Le Parti socialiste a préféré retirer ses listes, pour permettre aux candidats d'Union de la droite, Xavier Bertrand et Christian Estrosi, de l'emporter. Et les électeurs socialistes, à plus de 75 %, se sont reportés sur ces deux candidats. Pour gagner au second tour, il faut passer des alliances. Pour l'instant, ce n'est pas possible avec les deux grands partis. Et les petites formations de droite souverainistes ne constituent pas un réservoir électoral suffisant.

> ***« Si l'une des principales ressources politiques du FN réside paradoxalement dans son côté radical, outrancier, hors norme, au-delà d'un certain seuil, cela se retourne contre lui. »***

Le Front national, malgré sa stratégie de normalisation, reste fondamentalement un parti « anti-système ». C'est-à-dire un parti qui évolue dans un système dont il ne partage ni les principes ni les valeurs. Un parti qui polarise le débat politique, et rejette tous les autres. Et si l'une des principales ressources politiques du FN réside paradoxalement dans son côté radical, outrancier, hors norme, au-delà d'un certain seuil, cela se retourne contre lui.

L'horizon 2017. Un contexte favorable…

L'élection présidentielle est la clé de voûte des institutions françaises, celle qui mobilise le plus l'électorat. Si l'on se fie aux sondages réalisés après les régionales, Marine Le Pen serait présente au second tour de l'élection présidentielle de 2017. Elle arriverait en tête des intentions de vote pour le premier tour dans toutes les configurations de candidatures sauf une, celle où le candidat de la droite serait l'ancien Premier ministre, Alain Juppé, avec un score avoisinant les 28 % (sondage TNS-Sofres des 14-15 décembre). Elle serait, dans tous les cas de figure, largement battue au

second tour. Il serait imprudent, un an et demi avant le scrutin, de voir dans ces intentions autre chose qu'un test de popularité. On ne connaît encore ni les candidats, ni les enjeux sur lesquels se jouera le scrutin, ni dans quel contexte il se déroulera. Mais deux constats s'imposent.

En 2017, les causes qui expliquent la progression électorale du FN seront vraisemblablement toujours là. Certaines sont anciennes : un chômage qui n'en finit pas de monter, une désaffection massive envers les élites au pouvoir, de droite et de gauche, vues comme incapables d'y porter remède ; le rejet de l'intégration européenne, perçue comme une triple menace, économique, culturelle et politique ; la peur de l'islamisme radical. D'autres sont conjoncturelles, qui expliquent l'accélération du processus. Il y a la crise des réfugiés, la pire depuis la Seconde Guerre mondiale : plus d'un million de réfugiés et de migrants ont fui leur pays d'origine en direction du continent européen en 2015, et des milliers y ont perdu la vie. Il y a surtout le triple attentat qui a ciblé la France le 13 novembre, à la salle de concert du Bataclan, au Stade de France et dans plusieurs restaurants et bars parisiens, faisant cent trente morts et trois cent cinquante-deux blessés. Le sondage Ifop/Fiducial réalisé le jour du vote pour le premier tour des régionales montre que les électeurs du FN sont les seuls à placer la sécurité en tête de leurs motivations de vote (96 % contre 86 % dans l'ensemble de l'électorat), tout comme ils sont les seuls à mettre la lutte contre le terrorisme au même niveau que le chômage (92 %), alors que dans l'ensemble de l'électorat le chômage arrive largement en tête (93 % contre 86 % citant le terrorisme).

> ***« Le sondage Ifop/Fiducial réalisé lors du premier tour des régionales montre que les électeurs du FN sont les seuls à placer la lutte contre le terrorisme au même niveau que le chômage, dans leurs motivations de vote. »***

La question du positionnement politique

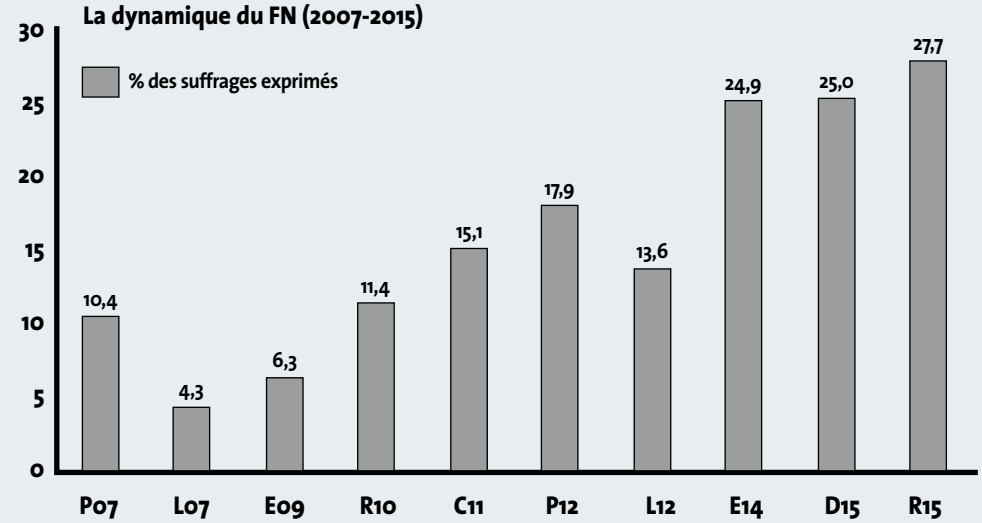
Mais les obstacles à la progression du FN seront toujours là aussi : son manque de crédibilité politique, son image de parti pas comme les autres, son stigmate de parti antisystème. Tout se jouera d'abord, comme l'ont montré les régionales, sur le degré de mobilisation respectif des électorats. Au premier tour, les électeurs du FN étaient les plus remontés, les plus nombreux à avoir fait leur choix longtemps à l'avance (71 % depuis plus d'un mois contre 56 % de l'ensemble des votants), les plus déterminés à sanctionner par leur vote la politique du président de la République et du gouvernement (68 % contre 39 %). Mais leur succès même au premier tour a remobilisé les électorats socialistes et républicains, surtout dans les régions où ils avaient des chances de l'emporter. Si le FN a progressé de huit cent mille voix d'un tour à l'autre, les listes d'Union de la gauche en ont mobilisé deux millions supplémentaires et celles de droite (LR, UDI, Modem), quatre.

Le FN progresse, il a incontestablement atteint un nouveau palier électoral, mais il ne parvient pas à rassembler une majorité au second tour. Pour tourner cet obstacle il lui faut soit passer des alliances, et on a vu comme c'est difficile, soit élargir encore sa base électorale. Là aussi, c'est difficile. Car c'est principalement à droite, chez Les Républicains, que se trouvent ses réserves de voix potentielles. Un électorat en phase avec le FN sur l'enjeu migratoire et sur la sécurité, mais plus réticent sur ses positions économiques et sociales, jugées par beaucoup trop à gauche (sur la durée légale de travail, l'âge de la retraite, l'impôt sur la fortune - ISF, voire les questions de mœurs), trop extrêmes (sortie de l'euro)[4]. Si le parti frontiste devait redéfinir ses positions pour s'ajuster aux attentes de cet électorat, il prendrait le risque de s'aliéner le soutien des catégories populaires. Et au sein même du parti, l'idée d'un réalignement stratégique divise. Marion Maréchal-Le Pen incarne une ligne plus libérale sur le plan économique et plus conservatrice, sur le plan des mœurs, que celle de sa tante et du numéro 2 du parti, Florian Philippot. Ce problème stratégique redouble celui du positionnement politique du FN dans la compétition électorale. Il reste bien des obstacles sur sa route vers le pouvoir. ●

(4) Voir « Le "ni droite ni gauche" du FN est-il tenable ? », liberation.fr, 4 avril 2015.

Une progression électorale sans précédent

La dynamique du FN (2007-2015)



Source : ministère de l'Intérieur, France entière. Résultats du FN aux premiers tours des élections présidentielles (P), législatives (L), cantonales (C) et départementales (D), européennes (E) et régionales (R).